

Thierry Jeantet est l'un des fondateurs des Rencontres du Mont-Blanc, le Davos des dirigeants de l'économie sociale et solidaire :

## «Ces boîtes sont l'avant-garde d'une "sociétale-démocratie"»

**T**hierry Jeantet, à l'initiative des Rencontres du Mont-Blanc (1), sorte de Davos des dirigeants de l'économie sociale, est directeur général du groupe européen d'intérêt économique Euresa (assurances). Il a conseillé François Hollande sur l'économie sociale et solidaire durant la campagne.

### **L'économie sociale et solidaire peut-elle représenter une réponse à la crise ?**

Dans un moment où tout le monde est frappé par les dérives du système capitaliste, où la crise financière et économique frappe les entreprises traditionnelles, elle apparaît en effet comme un modèle singulier. Par la nature même de sa gouvernance, qui entraîne un partage des responsabilités et du pouvoir, elle est porteuse d'une alternative, qui s'exprime au niveau national et désormais international. Un nouveau type d'entreprises, avec une notion de l'économie différente, pas seulement basée sur la finance, émerge. Fondée à la fois sur le privé et le collectif, elle délocalise moins. Elle est aussi le reflet d'une aspiration des citoyens à de nouvelles valeurs de solidarité et de démocratie plus directe. Les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) sont ainsi l'avant-garde d'une «sociétale-démocratie».

### **Que peut-elle apporter à l'économie «traditionnelle» ?**

L'ESS n'est pas excluante et peut avantageusement polliniser l'économie dominante. Chez les jeunes créateurs d'entreprise, l'idée fait son chemin. On commence à en finir avec le cliché d'une ESS cantonnée à la micro-économie locale et trop longtemps cachée. Elle peut contribuer, comme modèle intermédiaire de gouver-

nance, à la modernisation de la France, avec un partage des responsabilités et des décisions, et l'intégration d'objectifs sociaux et environnementaux.

### **Que pensez-vous de la mesure du projet de loi Hamon sur une information préalable des salariés en cas de projet de cession de l'entreprise, décriée par le Medef ?**

Informers les salariés en amont leur permet de pouvoir se manifester très vite, d'être sur la ligne de départ au bon moment. J'avais, pour ma part, milité pour un «droit de préférence» en faveur des salariés, principe retenu pendant la campagne par François Hollande. Il devrait être acté dans le projet de loi, au nom même de la liberté d'entreprendre. Dans le domaine de la transmission, les salariés sont moins bien traités en France que dans d'autres pays ! On veut redresser l'économie au XXI<sup>e</sup> siècle... pourquoi les salariés ne seraient-ils pas considérés comme compétents ?

### **L'économie sociale et solidaire est-elle mondiale ?**

C'est un mouvement global. On sent qu'elle émerge depuis une poignée d'années sur plusieurs continents. Et ce n'est pas un hasard si les Etats commencent à s'y intéresser. Au Brésil, Lula a nommé un secrétaire d'Etat chargé de l'économie solidaire ; il est toujours en place. En Espagne et en Equateur, une loi sur l'ESS a été promulguée en 2011, comme au Mexique en 2012. Au Portugal, il existe une Agence de développement de l'économie sociale, et une loi sur l'ESS a été votée cette année. Après l'Italie ou le Danemark, on voit apparaître des coopératives sociales en Inde, au Japon.



C'est peut-être le bon moment pour tenter de bouger ensemble. **Quel est son poids au niveau mondial ?**

Nous n'avons pas de photographie globale. Les chercheurs s'accordent à dire que l'ESS représente environ 10% du PIB

mondial. On évalue à plus de 900 millions le nombre de personnes qui y travaillent, dont 12% en Europe. Les coopératives et mutuelles couvrent 69 millions de personnes en Asie, 13 millions en Amérique latine, 25 millions en Afrique et 5 millions au Moyen Orient. Et il y a les centaines de millions de personnes impliquées dans la vie associative.

### **Quel est le principe des Rencontres du Mont-Blanc ?**

En 2004, il y a eu une volonté de certains chefs d'entreprise du secteur, comme Jacques Landriot (Chèque Déjeuner), Gérard Andreck (Macif), Jean-Claude Detilleux (Crédit coopératif) ou encore moi-même, de créer un organisme transversal non institutionnel. Nous avons testé la formule avec les amis québécois en 2004-2005, comme un pied de nez à Davos. Les Rencontres du Mont-Blanc se sont de plus en plus internationalisées, jusqu'à compter 42 pays en 2011. L'objectif est de monter une agora des projets transfrontières, de fédérer tous les volontaires, de la micro-association à la grande entreprise, pour échanger des expériences et faire ensemble. On tente ainsi de renforcer le mouvement et de faire sortir l'ESS du bois.

Recueilli par **FRÉDÉRIQUE ROUSSEL**

(1) 6<sup>es</sup> Rencontres du Mont-Blanc, du 9 au 11 novembre. Rens.: rencontres-montblanc.coop